

Bâtir la civilisation du temps libéré

Md monde-diplomatique.fr/1993/03/GORZ/45105

1 mars

1993

Vers une révolution du travail

Dramatique, en constante expansion, le chômage ne pourra être résorbé par la croissance. Les discours sur la nécessité ou la possibilité de revenir à une situation de plein emploi ne font que retarder la recherche d'une nouvelle utilisation du temps dans les sociétés industrialisées.



par André Gorz

Bâtir la civilisation du temps libéré



L'économie n'a pas pour tâche de donner du travail, de créer de l'emploi. Sa mission est de mettre en œuvre, aussi efficacement que possible, les facteurs de production, c'est-à-dire de créer le maximum de richesses avec le moins possible de ressources naturelles, de capital et de travail. Le monde industrialisé s'acquitte de mieux en mieux de cette tâche. Ainsi, au cours des années 80, l'économie française a augmenté de 30% sa production annuelle de richesses, tout en diminuant de 12% la quantité annuelle de travail dont elle a besoin.

Outre un volume accru de biens et de services, l'économie produit donc massivement, aujourd'hui, cette ressource cardinale qui, pour les fondateurs de la théorie moderne, devrait être « *la vraie mesure de la richesse* » : le temps libéré des nécessités et des contraintes économiques. « *Là où les hommes travaillaient douze heures, ils n'en travailleront que six, et c'est cela la richesse nationale, la prospérité nationale (...). La richesse est liberté, elle est temps disponible et rien de plus* », écrivait, en 1821, un disciple anonyme de Ricardo, que Marx aimait à citer.

Une perspective nouvelle s'ouvre ainsi à nous : la construction d'une civilisation du temps libéré. Mais, au lieu d'y voir une tâche exaltante, nos sociétés tournent le dos à cette perspective et présentent la libération du temps comme une calamité. Au lieu de se demander comment faire pour qu'à l'avenir tout le monde puisse travailler beaucoup moins, beaucoup mieux, tout en recevant sa part des richesses socialement produites, les dirigeants, dans leur immense majorité, se demandent comment faire pour que le système consomme davantage de travail — comment faire pour que les immenses quantités de travail *économisées* dans la production puissent être gaspillées dans des petits boulots dont la principale fonction est d'occuper les gens.

Et, comme il devient évident que les petits boulots ne suffiront pas à rétablir le plein emploi à plein temps, on nous présente maintenant la réduction de la durée du travail non comme une émancipation possible, mais comme un sacrifice nécessaire et une contrainte : celle d'un partage du travail et des salaires, ceux-ci devant diminuer dans la même proportion que la durée de celui-là.

Quelle décevante différence avec cet appel lancé à la gauche européenne, il y a presque six ans, par M. Peter Glotz, l'un des principaux penseurs de la social-démocratie allemande : « *La gauche européenne a, à portée de la main, une utopie concrète qui pourrait mobiliser des millions de gens : la réduction de la durée du travail, conçue non pas seulement comme l'instrument technocratique d'une plus juste répartition du travail, mais comme la voie vers une société différente procurant aux gens plus de temps disponible. La chance historique qui nous est ici offerte ne s'est encore jamais présentée à l'humanité : faire en sorte que le temps dont chacun dispose pour sa quête du sens soit plus important que le temps dont il a besoin pour son travail, ses récréations et son repos. La gauche n'a plus de but? En voici un qui est déjà l'enjeu de luttes sociales. Il devrait être possible de faire de la lutte pour la réduction systématique de la durée du travail sans perte de revenu le plus important objectif d'un mouvement qui n'aurait pas honte de se réclamer de l'idée d'émancipation (3).* »

M. Peter Glotz soulignait « *sans perte de revenu* ». C'est que, dès lors que l'appareil économique produit plus et mieux avec de moins en moins de travail, le niveau du revenu ne peut plus dépendre de l'évolution de la quantité de travail fournie par chacun. Au contraire, la redistribution des gains de productivité doit permettre à tous de travailler moins, et une croissance, même faible, de la production doit permettre l'emploi d'un plus grand nombre d'actifs, sans que le revenu réel de chacun diminue.

Mais cette redistribution du travail, du temps libéré et de la richesse socialement produite implique une politique d'ensemble, inscrite dans la durée. Elle devra nécessairement comporter l'introduction d'un revenu binôme : revenu du travail, d'une part, qui peut diminuer avec la durée du travail; et revenu social, d'autre part, dont l'importance relative augmente à mesure que le salaire direct et la durée du travail diminuent. Seules les heures réellement travaillées restant à la charge des entreprises, leurs coûts de revient ne sont pas affectés (4).

Pour avoir un effet sensible sur la qualité de la vie et le niveau de l'emploi, la durée du travail devra être réduite par paliers successifs, de façon « *massive et générale* », comme le préconisait, dès 1980, l'association Echange et projets, dans *la Révolution du temps choisi* (5), à une échéance fixée par la loi. Échéance assez éloignée pour permettre au niveau politique, au niveau interprofessionnel, au niveau des branches, puis de chaque entreprise, des négociations « *sur l'évolution des coûts salariaux et sociaux et sur le calendrier des créations nouvelles d'emplois* ». Tout cela « *implique des syndicats plus puissants et mieux organisés, des chefs d'entreprise prêts à discuter sur des points qu'ils considèrent à l'heure actuelle comme relevant de leur compétence exclusive. C'est une nouvelle étape de la transformation des relations industrielles, amorcée entre 1969 et 1972* ».

Ni la semaine de vingt-cinq heures, prévue par les gauches néerlandaises ni la semaine de trente heures en cinq jours, inscrite au programme d'orientation de la social-démocratie allemande, ne peuvent être considérées comme des buts définitifs. La libération du temps ne mérite son nom que si elle offre le choix entre une large gamme de modalités : réduction de la durée du travail journalier, hebdomadaire, mensuel (comme au Québec) ou annuel; droit à l'année sabbatique ou, comme au Canada, à un an de congé tous les cinq ans; droit à un congé parental d'éducation très étendu (trente-six mois dans l'ex-Tchécoslovaquie, douze à quinze mois en Suède), avec maintien de 70% à 90% du dernier salaire, et possibilité, pour les parents, de fractionner et de se partager ce congé à leur guise; généralisation du droit au congé individuel de formation qui, en France, permet actuellement vingt-quatre mois d'études payées à 70% du dernier salaire; droit à congés payés pour prendre soin d'un parent ou d'un enfant malade (formule suédoise), etc.

C'est une réelle autogestion du temps et des horaires qu'il faut viser (6), qui permette d'ajuster les plages de temps libéré au projet ou à la situation familiale de chacun et de « *développer une culture centrée sur les activités autodéterminées* » afin d' « *empêcher l'exploitation des gens par l'industrie du divertissement et des loisirs.* » (7)

Il ne faut donc pas espérer de la libération du temps une prolifération indéfinie des emplois de service. Au contraire, elle n'a de sens que si elle accroît la prise en charge, par chaque personne et communauté, de sa propre existence, de son cadre de vie, de la vie de la cité, de la définition et du mode de satisfaction de ses aspirations et désirs, des modalités de la coopération sociale (8). Il faut attendre d'elle qu'elle « *relativise l'économique et le remette à sa place* », qu'elle établisse « *un nouvel équilibre entre travail rémunéré et activités productives non rémunérées* », en développant « *les prestations réciproques de voisinage* (9) », les réseaux de solidarité auto-organisée, les coopératives d'autoproduction et les équipements collectifs coopératifs, les cercles de culture, toutes choses qui avaient jadis fait la force et l'autonomie d'un mouvement ouvrier pour lequel « socialisme » était synonyme d'autogestion et de dépérissement de l'Etat.

Pareil étoffement du tissu social relativisera l'importance du revenu monétaire. En restreignant la sphère de l'économie marchande, il permettra un arbitrage permanent entre travail rémunéré et activités sans but monétaire, entre niveau de consommation et degré d'autonomie, entre « avoir » et « être ». De cet arbitrage pourra naître, enfin, ce que les auteurs de *la Révolution du temps choisi* ont appelé « *l'abondance frugale* », c'est-à-dire une civilisation qui, tout en garantissant à tous une autonomie et une sécurité existentielles croissantes, élimine progressivement les consommations pléthoriques, source de manque de temps, de nuisances, de gaspillages et de frustrations, au profit d'une vie plus détendue, conviviale et libre. Ce qui est nécessaire du point de vue de l'écologie et de la transformation des rapports Nord-Sud peut aussi, en fin de compte, devenir normativement désirable.

André Gorz

Auteur des *Métamorphoses du travail* (Galilée, Paris, 1988) et de *Capitalisme, socialisme, écologie* (Galilée, Paris, 1991).

(1) Guy Roustang, *l'Emploi : un choix de société*, Syros, Paris, 1987. Ce livre fournit une excellente démonstration de l'impossibilité de réaliser le plein emploi par la multiplication des services aux personnes. A lire également, de Guy Roustang et Bernard Perret, *l'Economie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Le Seuil, Paris, 1993, 275 pages, 140 F.

(2) Jacques Delors et Clithène, *la France par l'Europe*, Grasset, Paris, 1988.

(3) Peter Glotz, *Die Malaise der Linken*, *Der Spiegel*, n° 51, 1987.

(4) Pour une présentation concise des différentes formules de revenu garanti, voir *Garantir le revenu, une solution à l'exclusion*, document n° 3, *Transversales Science/Culture*, mai 1992. Voir également pages 14 et 15 l'article de Jean-Paul Maréchal.

(5) Echange et projets, *la Révolution du temps choisi*, Albin Michel, Paris, 1980. Cet ouvrage, d'une richesse inépuisable, mérite de toujours figurer au chevet des militants écologistes.

(6) De grandes et moyennes entreprises, à durée du travail autogérée par le personnel et horaires entièrement libres, existent en Suisse, en Allemagne et au Canada.

(7) Programme d'orientation (*Grundwerteprogramm*) du SPD allemand.

(8) Voir André Gorz, «Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets», *le Monde diplomatique*, juin 1990.

(9) Echange et projets, *op. cit.*